

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### Administrateurs civils.

#### DÉCRET PORTANT NOMINATIONS ET TITULARISATIONS

Par décret du Président du Sénat, exerçant provisoirement les fonctions du Président de la République, en date du 11 juin 1969, sont nommés et titularisés dans le corps des administrateurs civils en qualité d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1969, les anciens élèves de l'école nationale d'administration dont les noms suivent :

MM. Inizan (Joseph), de Foucauld (Jean-Baptiste), Andrieu (Jacques), Yavchitz (Jean-Franklin), Lebègue (Daniel), Chassigneux (Pierre), Faure (Philippe), Hernandez (Jean), Phéline (Christian), Ménage (Gilles), Piekarski (Henri); Larvaron (Bernard), Fontourcy (Jean); Mme Penaud (Jeanne); MM. Convert (Victor), Pascal (Jean-Jacques), Brizard (Michel), David (François), Jannin (Olivier), Bonneville (Alain), Degremont (Eric), Luc (Jean-Claude), Stora (Jean-Claude), Nouvellet (Dominique), Quereuil (Pierre), Drape (Robert), Scribot (Gérard), Pottier (Bernard), Schaeffer (Bernard), Lalleman du Bois de Freminet (Patrick), Auclair (Alain), Gautier (François), Delocque-Fourcaud (André), Tuloup (Alain), Galy (Charles), Duchesne (Bernard), Toffin (Yves), Le Roy (Pierre), de Rango (Jean); Mlle Godard (Aline); M. Malan (Thierry); Mlle Zeisser (Nicole); MM. Robert (Jacques), Giraud (Alain), Delarce (Jean-Jacques); Mlle Martin (Pierrette), M. Barbance (Jacques); Mme Prats (Michèle); MM. Calamarte (Gabriel), Pages (Gérard); Constantin (Daniel), Moller (Louis-Antoine), Lamy-Rested (Stéphane); M. Deliot (Danièle); M. Delhoume (Claude) et Mlle Rezeau (Monique).

#### ARRÊTÉ PORTANT AFFECTATIONS

Par arrêté du Premier ministre en date du 11 juin 1969, sont affectés à compter du 1<sup>er</sup> juin 1969 dans les administrations centrales de l'Etat et administrations assimilées les administrateurs civils dont les noms suivent :

#### Ministère des affaires culturelles.

M. Auclair (Alain) et Mme Prats (Michèle).

#### Ministère des affaires sociales.

Mlle Godard (Aline); MM. Moller (Louis-Antoine), Lamy-Rested (Stéphane) et Delhoume (Claude).

#### Ministère de l'agriculture.

MM. Le Roy (Pierre) et Constantin (Daniel).

#### Ministère des armées.

MM. Bonneville (Alain) et Barbance (Jacques).

#### Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

M. Degremont (Eric).

#### Caisse des dépôts et consignations.

MM. Stora (Jean-Claude) et Nouvellet (Dominique).

#### Ministère de l'économie et des finances.

MM. de Foucauld (Jean-Baptiste), Lebègue (Daniel), Hernandez (Jean), Phéline (Christian), Piekarski (Henri), Fontourcy (Jean), David (François), Jannin (Olivier), Quereuil (Pierre), Drape (Robert), Scribot (Gérard), Schaeffer (Bernard), Lalleman du Bois de Freminet (Patrick), Gautier (François), Delocque-Fourcaud (André) et Duchesne (Bernard).

#### Ministère de l'éducation nationale.

M. Malan (Thierry); Mlle Martin (Pierrette); MM. Calamarte (Gabriel), Pages (Gérard); Mme Deliot (Danièle) et Mlle Rezeau (Monique).

#### Ministère de l'équipement et du logement.

M. Galy (Charles); Mlle Zeisser (Nicole); MM. Robert (Jacques), Giraud (Alain) et Delarce (Jean-Jacques).

#### Ministère de l'industrie.

MM. Luc (Jean-Claude), Pottier (Bernard) et Tuloup (Alain).

#### Ministère de l'intérieur.

MM. Inizan (Joseph), Andrieu (Jacques), Yavchitz (Jean-Franklin), Chassigneux (Pierre), Faure (Philippe), Menage (Gilles), Larvaron (Bernard), Convert (Victor), Pascal (Jean-Jacques) et Brizard (Michel).

#### Ministère des transports.

MM. Toffin (Yves) et de Rango (Jean).

#### Secrétariat général du Gouvernement.

Mme Penaud (Jeanne).

## FONCTION PUBLIQUE

Affectation aux carrières des élèves de la promotion de l'école nationale d'administration ayant terminé leur scolarité au mois de mai 1969.

Rectificatif au *Journal officiel* du 6 juin 1969 : page 5608, 1<sup>re</sup> colonne, corps des administrateurs civils, 9<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « Lallemand », lire : « Lalleman ».

## JEUNESSE ET SPORTS

### Brevets d'Etat de moniteur de patinage sur glace et de professeur de patinage sur glace.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, modifié pour les tableaux qui lui sont annexés par l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1967;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1966 portant création des brevets d'Etat de moniteur de patinage sur glace et de professeur de patinage sur glace;

Vu le décret n° 68-673 du 25 juillet 1968 portant transfert au Premier ministre d'attributions relatives à la jeunesse et aux sports;

Vu le décret n° 68-674 du 25 juillet 1968 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports;

Vu l'arrêté du 6 août 1968 portant délégation de signature à M. le colonel Crespin, directeur de l'éducation physique et des sports,

#### Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 4 de l'arrêté du 23 juillet 1966 susvisé est modifié et complété ainsi qu'il suit :

#### Article 4.

Pour être admis à se présenter aux épreuves du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace, les candidats doivent :

Etre âgés de dix-huit ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen,

Etre titulaires de la grande médaille de bronze de patinage artistique (5<sup>e</sup> classe) et de la médaille de bronze de danse sur glace (4<sup>e</sup> classe),

Et justifier de la possession du B. E. P. C. ou de l'un des brevets, diplômes et certificats exigés pour se présenter au diplôme de maître d'E. P. S.

La candidature des personnes ne possédant aucun de ces brevets, diplômes et certificats est subordonnée à l'obtention par les intéressés d'un total de 20 points, soit une moyenne générale de 10 sur 20, à un examen préalable de culture générale comportant trois épreuves écrites :

Une rédaction portant sur un sujet relatif au sport, notée de

0 à 20 (durée : deux heures; coefficient 1);

Une épreuve de géométrie plane, notée de 0 à 20 (durée : une heure; coefficient 0,5);

Une épreuve d'anatomie et de physiologie élémentaire, notée de 0 à 20 (durée : une heure; coefficient 0,5).

Les sujets de ces deux dernières épreuves sont tirés des programmes de la classe de troisième.

Pour être admis à se présenter aux épreuves du brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace, les candidats doivent être titulaires :

- De la petite médaille d'argent de patinage sur place (4<sup>e</sup> classe) ;
- De la médaille d'argent de danse sur glace (3<sup>e</sup> classe) ;
- Du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace et avoir exercé cette profession pendant deux ans au moins.

Art. 2. — L'article 5 de l'arrêté du 23 juillet 1966 susvisé est modifié et complété ainsi qu'il suit :

#### Article 5.

Pour faire acte de candidature à l'un des brevets d'Etat créés par le présent arrêté, les intéressés doivent faire part à la fédération française des sports de glace, dans le courant du premier trimestre de chaque année, de leur intention de se présenter et lui faire parvenir au moins deux mois avant la date fixée pour l'examen un dossier comprenant :

- Une demande d'inscription sur papier libre faisant état de leur palmarès ;
  - Les copies certifiées conformes ou les photocopies de leurs titres et diplômes ;
  - Une fiche d'état civil.
- (Le reste sans changement.)

Art. 3. — L'article 6 de l'arrêté du 23 juillet 1966 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 6.

Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets d'Etat de moniteur de patinage sur glace et de professeur de patinage sur glace sont nommés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports. Ils sont constitués comme suit :

- Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, ou son représentant, président ;
  - Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant.
- (Le reste sans changement.)

Art. 4. — L'article 7 de l'arrêté du 23 juillet 1966 susvisé est modifié et complété ainsi qu'il suit :

#### Article 7.

### I. — BREVET D'ETAT DE MONITEUR DE PATINAGE SUR GLACE

#### 1<sup>o</sup> Epreuves écrites.

Ces épreuves consistent en des commentaires analysant les mouvements, les positions et les traces de figures de patinage artistique et de pas de danse. Elles sont notées de 0 à 6. Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. Deux heures sont accordées aux candidats pour l'ensemble des trois commentaires suivants :

#### A. — Patinage artistique.

Deux commentaires portant l'un sur une figure imposée et l'autre sur un exercice de patinage libre, tirés au sort parmi les exercices publiés en annexe.

Les notes données pour ces commentaires sont affectées chacune du coefficient 1.

#### B. — Danse sur glace.

Un commentaire sur un pas ou une suite de pas d'une danse en précisant le placement sur piste, les nombres de pas et de temps et les positions des danseurs (coefficient 2).

Une liste d'admissibilité est établie après les épreuves écrites. Les candidats ayant obtenu au moins 14 points sur 24 pour l'ensemble des épreuves écrites sont seuls admis à se présenter aux épreuves pratiques et orales.

#### 2<sup>o</sup> Epreuves pratiques.

Ces épreuves comportent des épreuves d'exécution et des épreuves pédagogiques. Celles-ci doivent donner lieu à une véritable communication entre les candidats et les élèves dont les fautes doivent être soulignées et corrigées.

#### A. — Leçon à un élève débutant.

Cette épreuve est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 7 est éliminatoire. L'épreuve consiste à enseigner à un élève débutant désigné par le jury les éléments essentiels de la marche avant, de la marche arrière et du freinage (coefficient 2).

#### B. — Patinage artistique.

##### 1<sup>o</sup> Figures imposées :

a) L'épreuve d'exécution de figures imposées consiste à réaliser les trois figures d'un groupe tiré au sort parmi les groupes publiés en annexe. Chaque figure est notée de 0 à 6. Toute note inférieure à 1,5 est éliminatoire. Si la somme des trois notes n'atteint pas 7,5 sur 18, le candidat est éliminé.

b) L'épreuve pédagogique de figures imposées consiste à enseigner à un élève désigné par le jury les trois figures d'un groupe tiré au sort parmi les groupes publiés en annexe, mais différent du groupe retenu pour l'épreuve d'exécution. L'enseignement de chaque figure est noté de 0 à 6. Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. Si la somme des trois notes n'atteint pas 12 sur 18, le candidat est éliminé.

#### 2<sup>o</sup> Exercices de patinage libre :

L'épreuve pédagogique de patinage libre consiste à enseigner à un élève désigné par le jury trois exercices d'un groupe tiré au sort parmi les groupes publiés en annexe. L'enseignement de chaque exercice est noté de 0 à 6. Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. Si la somme des trois notes n'atteint pas 12 sur 18, le candidat est éliminé.

#### C. — Danse sur glace.

##### a) Epreuves d'exécution :

Deux épreuves d'exécution sont demandées aux candidats : une exécution en solo et une exécution en couple :

L'exécution en solo présentée en musique consiste dans une danse tirée au sort dans le groupe correspondant à la troisième classe. Elle est notée dans les pas opposés.

L'exécution en couple, présentée aussi en musique, consiste dans une danse du groupe de troisième classe mais non retenue pour l'exécution en solo.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 6. Toute note inférieure à 2 est éliminatoire. Chacune des notes est affectée du coefficient 3.

##### b) Epreuve pédagogique :

Cette épreuve consiste à enseigner à un couple désigné par le jury une danse tirée au sort parmi les danses de 3<sup>e</sup> classe. Elle est notée de 0 à 6. Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. La note attribuée est affectée du coefficient 3.

Une liste d'admissibilité est établie après les épreuves pratiques. Les candidats ayant obtenu au moins 81 points pour l'ensemble des épreuves pratiques, sans note éliminatoire, sont seuls admis à se présenter aux épreuves orales.

#### 3<sup>o</sup> Epreuves orales.

(Sans changement.)

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace, les candidats doivent avoir obtenu au moins 116 points sur 212, sans note éliminatoire pour l'ensemble des épreuves écrites, pratiques et orales dont au moins 20 points aux épreuves orales. Ce total minimum est ramené à 106 points pour les candidats ayant remporté un titre national ou ayant fait l'objet de deux sélections dans l'équipe de France de patinage sur glace.

### II. — BREVET D'ETAT DE PROFESSEUR DE PATINAGE SUR GLACE

#### 1<sup>o</sup> Epreuves écrites.

Ces épreuves sont au nombre de cinq. Elles consistent en deux compositions, l'une d'anatomie ou de physiologie, l'autre de pédagogie et en trois commentaires.

(a et b sans changement.)

a) Les commentaires sont au nombre de trois et notés chacun de 0 à 6. (Toute note inférieure à 3 est éliminatoire). Ils consistent à décrire :

Une figure imposée de patinage artistique en précisant les mouvements, les positions et les traces (coefficient 2).

Un exercice de patinage libre en fournissant les mêmes précisions (coefficient 2).

Un pas ou une suite de pas d'une danse de 3<sup>e</sup> classe ou de 2<sup>e</sup> classe, en précisant le placement sur piste, les nombres de pas et de temps et les positions des danseurs (coefficient 4).

Ces figures, exercices et pas de danse sont tirés au sort dans les listes correspondantes publiées en annexe.

Une liste d'admissibilité est établie après les épreuves écrites. Les candidats ayant obtenu au moins 77 points sur 128 pour l'ensemble des épreuves écrites sont seuls admis à se présenter aux épreuves pratiques et orales.

#### 2<sup>o</sup> Epreuves pratiques.

Ces épreuves comportent des épreuves d'exécution et des épreuves pédagogiques. Celles-ci doivent donner lieu à une véritable communication entre les candidats et les élèves dont les fautes doivent être soulignées et corrigées.

#### A. — Leçon collective.

(Sans changement.)

#### B. — Patinage artistique.

##### 1<sup>o</sup> Figures imposées :

a) L'épreuve d'exécution de figures imposées consiste à réaliser quatre figures imposées tirées au sort parmi les groupes de figures publiés en annexe.

Chaque figure est notée de 0 à 6. Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. Si la somme des quatre notes n'atteint pas 12 sur 24, le candidat est éliminé. Cette somme est affectée du coefficient 1.

b) L'épreuve pédagogique de figures imposées consiste à enseigner à un élève désigné par le jury quatre figures d'un groupe tiré au sort parmi les groupes de figures publiés en annexe.

Chaque figure est notée de 0 à 6. Toute note inférieure à 3 est éliminatoire. Si la somme des quatre notes n'atteint pas 16 sur 24, le candidat est éliminé. Cette somme est affectée du coefficient 1.

## 2° Exercices de patinage libre :

a) L'épreuve d'exécution de patinage libre consiste à réaliser trois exercices d'un groupe tiré au sort parmi les groupes des exercices, sauts et pirouettes publiés en annexe. Chaque exercice est noté de 0 à 6. Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. La somme des trois notes est affectée du coefficient 1.

b) L'épreuve pédagogique de patinage libre consiste à enseigner à un élève désigné par le jury trois exercices d'un groupe tiré au sort parmi les groupes d'exercices publiés en annexe.

Chaque exercice est noté de 0 à 6. Toute note inférieure à 3 est éliminatoire. Si la somme des trois notes n'atteint pas 12 sur 18, le candidat est éliminé. Cette somme est affectée du coefficient 1.

## C. — Danse sur glace.

a) Les épreuves d'exécution de danse sur glace sont au nombre de deux : une épreuve d'exécution en solo et une autre en couple. L'épreuve d'exécution en solo consiste dans la présentation en musique d'une danse tirée au sort parmi celles de deuxième classe publiées en annexe.

Elle est patinée dans les pas opposés.

L'épreuve d'exécution en couple consiste dans la présentation en musique de deux danses tirées au sort, l'une parmi celles de deuxième classe, l'autre parmi celles de première classe publiées en annexe.

Chaque danse est notée de 0 à 6. Toute note inférieure à 2,5 est éliminatoire. La somme des trois notes est affectée du coefficient 3.

b) L'épreuve pédagogique de danse sur glace consiste à enseigner à un couple désigné par le jury une danse tirée au sort parmi celles de troisième classe. Le candidat doit indiquer aux exécutants les fautes qu'ils commettent au fur et à mesure qu'il les perçoit (mauvais placement sur piste, faute de pas, de rythme, etc.) et leur préciser les moyens d'y remédier.

Cette épreuve est notée de 0 à 6. Toute note inférieure à 3 est éliminatoire. La note attribuée est affectée du coefficient 3.

Une liste d'admissibilité est établie après les épreuves pratiques. Les candidats ayant obtenu au moins 142 points pour l'ensemble des épreuves pratiques sont seuls admis à se présenter aux épreuves orales.

## 3° Epreuves orales.

Ces épreuves sont notées de 0 à 20. Elles consistent en :

a) Une interrogation sur l'organisation nationale et régionale du sport et de son enseignement (rôle de l'Etat, rôle des fédérations) (coefficient 1).

b) Une interrogation sur les règlements des compétitions de patinage artistique, de danse sur glace, de patinage de vitesse et de hockey sur glace (les candidates ne sont cependant pas questionnées sur le hockey) (coefficient 1).

c) Une interrogation sur la préparation des patineurs aux compétitions (éducation physique de base, mise en condition générale, entraînement) (coefficient 1).

d) Une interrogation ayant pour objet de déceler les connaissances des candidats relatives à la musique, au rythme et à la danse (coefficient 1).

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace, les candidats doivent avoir obtenu au moins 267 points sur 444, sans note éliminatoire, pour l'ensemble des épreuves écrites, pratiques et orales dont au moins 40 points aux épreuves orales. Ce total minimum est ramené à 247 points pour les candidats ayant remporté un titre national ou ayant fait l'objet de deux sélections dans l'équipe de France de patinage sur glace.

Art. 4. — L'article 8 de l'arrêté du 23 juillet 1966 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

## Article 8.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, arrête, sur propositions des jurys, les listes des candidats définitivement admis au brevet d'Etat de moniteur de patinage sur glace et au brevet d'Etat de professeur de patinage sur glace.

Art. 5. — Les tableaux de coefficients et les programmes annexés à l'arrêté du 23 juillet 1966 sont remplacés par les tableaux et les programmes annexés au présent arrêté (1).

Art. 6. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mars 1969.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

(1) Ils seront publiés au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale.

# MINISTÈRE D'ETAT

## CHARGE DES AFFAIRES CULTURELLES

Circulaire du 5 juin 1969 relative à l'approbation des devis pour les travaux de gros entretien et de restauration sur les immeubles classés.

Paris, le 5 juin 1969.

Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles à Messieurs les inspecteurs généraux des monuments historiques, et adjoints à l'inspection générale des monuments historiques, les conservateurs régionaux des bâtiments de France, les préfets (pour information), les architectes en chef des monuments historiques (pour information), les architectes des bâtiments de France (pour information) et les architectes des monuments historiques (pour information).

Aux termes de la circulaire du 27 janvier 1964, les architectes en chef des monuments historiques doivent remettre leurs devis pour les travaux mentionnés ci-dessus directement aux conservateurs régionaux des bâtiments de France.

Je ne reviens pas sur ces dispositions confirmées et précisées par ma circulaire du 23 juillet 1964 sous le timbre du bureau des travaux et classements.

Dans le cadre de la politique générale de déconcentration administrative il a été décidé de retenir un certain nombre de mesures qui, dans le secteur des monuments historiques, porteront essentiellement sur la réalisation des travaux.

Il est apparu à cet égard que l'approbation technique des devis concernant les travaux de gros entretien et de restauration sur les immeubles classés devait faire l'objet d'une procédure simplifiée évitant de faire remonter à l'administration centrale les affaires ayant reçu un avis favorable de l'inspecteur général compétent.

Pour simplifier les circuits administratifs et ajuster les circuits d'instruction des dossiers avec l'intervention des organes déconcentrés compétents, j'ai décidé que le conservateur régional des bâtiments de France serait désormais compétent pour approuver les devis concernant les travaux de gros entretien et de restauration sur les immeubles classés.

Dorénavant les conservateurs régionaux des bâtiments de France doivent adresser les devis sous un double bordereau (l'un d'eux servant d'accusé de réception du dossier), accompagnés de tous les éléments d'information ou de mise au point qu'ils jugent utiles, ainsi que de la totalité des pièces remises par l'architecte en chef, non plus à l'administration centrale (bureau de la conservation et de la restauration des monuments historiques et des palais nationaux — ancien bureau des travaux et classements) mais directement à l'inspecteur général des monuments historiques (ou l'adjoint à l'inspection générale des monuments historiques) de la circonscription à charge pour ce dernier de soumettre le dossier à l'inspecteur général des monuments historiques chargés des antiquités et objets d'art quand se posera des problèmes relevant de la compétence de cette inspection générale (mobiliers, sculptures, peintures, décor intérieur...).

La procédure est donc la suivante :

## a) Procédure normale :

Après avoir accusé réception du dossier par renvoi dûment signé et visé d'un des exemplaires du bordereau transmettant le devis, le membre de l'inspection générale consulté retournera, à la suite de son étude, le devis au conservateur régional avec son avis qui aura été établi en trois exemplaires, l'un d'eux étant conservé par lui, le second étant adressé pour simple information à l'administration centrale, l'original accompagnant le devis étant adressé au conservateur pour décision sous sa seule responsabilité.

Si cet avis ou ces avis sont favorables, le conservateur régional approuvera le devis sans autre formalité.

b) Saisine éventuelle de la commission supérieure des monuments historiques ou de sa délégation permanente :

Lorsque l'inspecteur général ou l'architecte en chef adjoint à l'inspection générale consulté estimera que le dossier exige un examen d'une des instances consultatives du service des monuments historiques, il adressera ce dossier et deux exemplaires de son rapport à l'administration centrale (bureau de la conservation des monuments historiques et des palais nationaux) qui saisira la commission compétente (commission supérieure des monuments historiques ou délégation permanente de celle-ci) et transmettra pour information, en attendant la décision, une copie dudit rapport au conservateur.